



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.

N° 982 du 16 Sept. 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

Sciences, IA,
robotique, métiers



Le ministre Mama Omorou de l'Education nationale

Le grand virage ^{P.3} de l'école togolaise

Aux côtés de l'école et de la jeunesse, Noël De Poukn soutient la dynamique engagée par Faure Gnassingbé ^{P.6}



Recettes fiscales

L'OTR franchit la barre des 507 milliards FCFA ^{P.5} au premier semestre 2026

Togo-éducation

150 000 kits ^{P.4} pour maintenir les filles à l'école



ESAG-NDE : une ascension remarquable vers ^{P.7} l'excellence comptable



Togo

Jean-Pierre Fabre, entre contradictions politiques et leçons d'alternance ^{P.7}



ESAG-NDE : UNE ASCENSION REMARQUABLE VERS L'EXCELLENCE COMPTABLE

L'École Supérieure d'Administration et de Gestion Notre Dame de l'Église (ESAG-NDE) confirme, année après année, sa montée en puissance dans la formation à l'expertise comptable. Alors que l'examen du Diplôme d'Études Supérieures de Comptabilité et de Gestion Financière (DESCOGEF) a débuté le lundi 14 septembre 2026, l'établissement de Lomé affiche une progression re-

», précise Prosper AMOUSSOU, expert-comptable stagiaire et coordonnateur-adjoint du programme DECOGEF-DESCOGEF à l'ESAG-NDE.

Pour Prosper AMOUSSOU, les performances enregistrées par l'établissement ne doivent rien au hasard. Il souligne notamment que la première place obtenue au plan national en 2024 et 2025 pour le DECOGEF, ainsi que la position de

Face à la réputation de difficulté qui accompagne souvent le cursus de l'expertise comptable, les responsables de l'ESAG-NDE veulent également rassurer les jeunes et les professionnels qui hésitent encore à s'engager dans cette voie. Pour Prosper AMOUSSOU, la densité du programme ne doit pas constituer un frein à l'ambition.

« Si un candidat hésite encore aujourd'hui par peur de la densité de ce programme, je voudrais lui dire ceci : cette difficulté, nous la connaissons, nous l'avons organisée, et nous savons la rendre surmontable. Ne laissez pas une réputation, aussi réelle soit-elle, vous fermer l'accès à un diplôme reconnu dans plusieurs pays et à une carrière qui a de l'avenir. Venez-vous inscrire : nous serons là pour vous accompagner du premier jour jusqu'à cet examen », lance Prosper AMOUSSOU.

Même appel du côté de la Directrice générale de l'établissement, Sr Louise de Jésus ASSIVON, qui met l'accent sur la dimension régionale et les perspectives qu'offre cette formation.

« Je voudrais leur dire que ce di-



marquable de ses résultats et consolide sa place parmi les références nationales dans ce domaine exigeant.

Cette nouvelle session du DECOGEF intervient dans la continuité du Diplôme d'Études de Comptabilité et de Gestion Financière (DESCOGEF), dont les épreuves se sont déroulées du 31 août au 8 septembre 2026. L'ESAG-NDE y a présenté 25 candidats. Pour le DECOGEF 2026, l'établissement aligne 42 candidats en première année et 44 en deuxième année, soit un total de 86 candidats sur les 107 présentés par le Togo.

Les candidats composent suivant un protocole strict, harmonisé dans l'ensemble de l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Vérification des identités, installation des candidats, ouverture des sujets sous supervision, respect du temps réglementaire de composition et remise des copies sous scellés en présence des superviseurs mandatés par la Commission régionale de formation des experts-comptables et financiers (CREFEFCF) rythment le déroulement de cet examen.

Au fil des promotions, les performances enregistrées par l'ESAG-NDE témoignent d'une progression particulièrement significative. En cinq ans, le taux de réussite au DECOGEF est passé de 2,38 % à 61,9 %, illustrant une dynamique qui repose, selon les responsables du programme, sur une organisation méthodique de l'encadrement pédagogique et un accompagnement de proximité des étudiants.

« Nous accompagnons les étudiants à travers plusieurs dispositifs : un encadrement pédagogique resserré avec des enseignants qui connaissent précisément les attentes du référentiel de la CREFEFCF, une progression construite qui ne les expose pas à la difficulté maximale dès la première année, des séances de renforcement et des travaux dirigés pour revenir sur les notions mal comprises avant qu'elles ne s'accumulent, et un suivi individualisé qui permet de repérer tôt les étudiants en difficulté pour les soutenir avant l'échec plutôt qu'après

premier plan occupée depuis 2021 au DECOGEF, sont le résultat d'une véritable stratégie institutionnelle.

« C'est le résultat d'un choix insti-



tutionnel, celui de mettre les moyens nécessaires pour qu'aucun étudiant sérieux ne soit laissé seul face à la difficulté. La densité du programme n'a pas changé — elle est la même partout dans l'Union — mais notre manière de la rendre surmontable a fait la différence », martèle Prosper AMOUSSOU.

Au-delà des résultats académiques, la formation ouvre également la voie à de nombreuses opportunités professionnelles. Selon Alassani Moussoulimi, Expert-Comptable et président de la Commission formation à l'ONECA-Togo, les titulaires du DECOGEF disposent de solides perspectives d'insertion dans les entreprises, les banques et les grandes institutions.

Après l'obtention du diplôme, ceux qui choisissent de s'arrêter à cette étape peuvent notamment exercer comme directeurs financiers, directeurs administratifs et financiers ou encore comptables supérieurs au sein de sociétés et d'institutions bancaires. Pour ceux qui souhaitent poursuivre le cursus vers l'expertise comptable, une nouvelle étape s'ouvre avec le stage professionnel et la préparation du diplôme final.

« Si vous finissez le DECOGEF et vous désirez continuer, vous avez la possibilité de vous inscrire en stage pendant trois ans et passer le DECOFI », a indiqué Alassani Moussoulimi, qui précise que les grandes institutions comme la BCEAO, la BIDC ou encore la CEDEAO recrutent des gens de hauts niveaux formés au DECOFI.

plôme n'est pas seulement une reconnaissance nationale, c'est une reconnaissance dans toute l'Union. Ne laissez pas la réputation de densité du programme vous fermer une voie d'excellence qui dépasse les frontières de notre pays et qui répond à un besoin réel de notre économie », renchérit la Directrice Générale Sr Louise de Jésus ASSIVON.

À travers le DECOGEF et le DECOGEF, l'ESAG-NDE poursuit ainsi son ambition de former des cadres capables de répondre aux exigences du monde professionnel. L'établissement, qui forme depuis plusieurs années des compétences en gestion, en comptabilité et en finance, entend aller au-delà de la simple délivrance d'un diplôme en mettant l'accent sur la maîtrise pratique des compétences et sur une solide éthique professionnelle.

La progression constante des résultats enregistrés d'une promotion à l'autre apparaît ainsi comme le reflet d'un modèle fondé sur l'encadrement, la rigueur et le suivi individualisé. Avec 86 candidats engagés cette année au DECOGEF, sur les 107 présentés par le Togo, l'ESAG-NDE confirme son poids dans la formation des futurs professionnels de la comptabilité et de la finance, et entend poursuivre une dynamique qui, en cinq ans, a transformé une progression modeste en une véritable trajectoire vers l'excellence.

La rédaction

Editorial

ÉDUCATION : LE TRACÉ SACRÉ DU PRÉSIDENT FAURE

CONTRE LE SAVOIR PASSIF, PLACE À LA CONNAISSANCE IMAGINATIVE

L'école de la République togolaise a ouvert ce matin ses portes pour une nouvelle année scolaire. En ce lundi 14 septembre 2026, les bancs du préscolaire, du primaire et du secondaire se sont animés d'un élan renouvelé. L'édification d'un système éducatif d'excellence appelle une action publique rigoureuse. Faisant de l'éducation l'une de ses priorités cardinales, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, déploie des réformes structurelles et sociales majeures — dont l'énumération serait ici trop longue — pour offrir à la jeunesse togolaise un cadre protecteur, inclusif et ambitieux, propice à l'épanouissement de ses talents. Cette excellence, érigée en horizon absolu, tel est le tracé sacré que dessine le Président du Conseil pour la nation, marquant ainsi les premiers pas de nos enfants vers leur destin, qui se mêle charnellement à la destinée nationale.

En ce jour solennel, alors que le sol de notre cher pays a résonné du pas pressé de ses enfants, cette rentrée scolaire cesse d'être un simple repère calendaire pour devenir le miroir de nos plus hautes ambitions professionnelles et morales. À l'ombre des salles de classe se forge l'élite de demain, celle qui est appelée à concevoir, bâtir et pérenniser l'émergence de notre patrie.

L'éducation ne saurait être le théâtre de querelles partisans ni le champ clos de batailles politiciennes. Elle exige, au contraire, un consensus national indéfectible. L'école doit demeurer un sanctuaire civique, un terrain d'union sacrée où se cristallisent les aspirations communes de tout un peuple, par-delà les clivages. Et c'est tout le sens de l'action du Président du Conseil.

L'édification graduelle de cette architecture se déploie ainsi en préservant l'espace scolaire sous l'égide d'une sécurité souveraine, en jetant les ponts de l'équité par le soutien prioritaire accordé aux jeunes filles de nos contrées afin de garantir leur accès au savoir, et en soumettant l'enseignement au tamis d'une exigence pédagogique unifiée.

Pour le Président du Conseil et son gouvernement, dispenser mécaniquement un savoir n'est pas le but visé. Il s'agit bel et bien d'armer les esprits, d'y souffler l'étincelle de l'imagination, et d'y insuffler la discipline, le goût de l'effort et la quête de la perfection. Aux critiques contingentes, la vision présidentielle répond par l'ordre, la méthode et la science. Que chaque élève qui a franchi le seuil de son établissement mesure la gravité et la grandeur de sa tâche. Il n'est pas seulement le dépositaire d'un cartable, il est tout simplement l'artisan de demain. Que la paresse lui soit étrangère, que la démagogie de la facilité n'ait aucune prise sur sa conscience. Puisse-t-il aborder ces neuf mois de labeur avec l'ardeur des conquérants et la noblesse des sages. Que cette année soit celle de l'audace intellectuelle et du triomphe de la connaissance. Bonne rentrée à tous les bâtisseurs du Togo de demain !

Vive le Togo, vive l'ÉVIDENCE FAURE !

Le GCE Cyr ADOMAYAKPO

Sciences, IA, robotique, métiers

LE GRAND VIRAGE DE L'ÉCOLE TOGOLAISE

La rentrée scolaire 2026-2027 marque une nouvelle étape dans la transformation du système éducatif togolais. Pour cette nouvelle année, le gouvernement entend faire évoluer l'école au-delà de la transmission classique des connaissances, en mettant davantage l'accent sur les sciences, la technologie, la pratique, l'innovation, l'orientation et les liens avec le monde professionnel. L'objectif est de mieux préparer les jeunes aux mutations de l'économie et aux métiers d'avenir, tout en leur offrant des parcours de formation plus souples et davantage adaptés à leurs aptitudes et à leurs ambitions.

Selon les autorités éducatives, dès cette rentrée, des établissements scientifiques d'excellence seront déployés dans les sept Directions Régionales de l'Éducation. Cette mesure doit permettre aux jeunes, partout sur le territoire national, d'accéder à une formation scientifique de haut niveau. Elle vise également à renforcer l'enseignement des sciences et à faire émerger des compétences capables de répondre aux défis scientifiques, technologiques et économiques du pays.

Dans cette dynamique, l'École Nationale Polytechnique (ENP), implantée à Lomé et à Kara, ouvre une nouvelle voie vers l'excellence technologique. Elle aura notamment pour mission de former des ingé-

nieurs et des techniciens supérieurs dans des secteurs stratégiques tels que l'intelligence artificielle, l'informatique, le génie civil, l'énergie, la mécanique et l'électricité. Ces formations sont pensées pour répondre aux besoins de l'économie et de l'industrie togolaises et pour renforcer les compétences nationales dans des domaines où les technologies occupent une place croissante.

L'innovation s'invite également directement dans les établissements scolaires avec l'introduction des fablabs éducatifs dans les collèges et lycées scientifiques. À travers l'approche « apprendre en faisant », les élèves seront amenés à expérimenter, concevoir et fabriquer à l'aide d'outils et de technologies adaptés. Robotique, codage, électronique et impression 3D feront notamment partie des domaines d'expérimentation. Ces espaces doivent favoriser la créativité, l'esprit d'innovation et la capacité des apprenants à transformer leurs idées en réalisations concrètes et à rechercher des solutions à des problèmes réels.

La rentrée 2026-2027 accorde également une place impor-

tante à la découverte précoce des métiers. Les classes-métiers permettront aux élèves des classes de cours moyen (CM), ainsi qu'aux apprenants des collèges et lycées scientifiques, de se familiariser avec les professions et les compé-



tences de demain. Le dispositif prévoit notamment deux heures par semaine consacrées aux métiers, des rencontres avec des professionnels, des visites d'entreprises, des démonstrations pratiques et la découverte des métiers émergents. L'ambition est d'agir suffisamment tôt sur l'orientation scolaire et professionnelle afin d'aider les jeunes à mieux connaître les possibilités qui s'offrent à eux et à construire progressivement leur projet d'avenir.

Cette volonté de rapprocher l'école du monde professionnel se retrouve aussi dans la création des sept Centres Régionaux d'Innovation Technologique (CRIT). Conçus comme de véritables pôles de

formation, de recherche, de prototypage et d'incubation, ces centres doivent offrir un environnement favorable à l'éclosion des talents. Les jeunes porteurs d'idées et de projets pourront y développer leurs compétences, expérimenter, concevoir des prototypes et, à terme, transformer leurs initiatives en activités économiques. L'innovation et l'entrepreneuriat sont ainsi appelés à devenir des leviers importants de l'insertion professionnelle des jeunes.

Autre changement majeur : la volonté de rendre les parcours de formation plus flexibles. Des passerelles doivent être mises en place entre l'enseignement général, la formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur. Cette organisation doit permettre aux apprenants de changer plus facilement de voie en fonction de leurs aptitudes, de leurs projets et de l'évolution de leurs ambitions. Une meilleure reconnaissance des acquis doit également faciliter l'orientation, la réorientation, la reconversion ou encore la poursuite des études. L'objectif est de sortir progressivement d'un système où les choix effectués à un moment donné déterminent définitivement le parcours d'un jeune.

La transformation concerne enfin les enseignants et les formateurs. L'Institut National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (INFP) sera restructuré pour devenir un centre d'excellence dédié notamment à la formation initiale et continue des enseignants et formateurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Des compétences renforcées sont prévues dans plusieurs secteurs prioritaires, notamment le BTP, le génie mécanique, le froid et la climatisation ainsi que la plomberie. Cette réforme entend ainsi mieux outiller ceux qui transmettent les compétences et préparer une main-d'œuvre davantage en phase avec les besoins du marché.

À travers l'ensemble de ces mesures, le Togo veut faire de l'école un véritable levier de transformation économique et sociale. Plus de sciences, plus de pratique, plus d'innovation, plus de possibilités d'orientation et davantage de liens avec le monde professionnel constituent les principales orientations de cette rentrée. Les élèves ne sont plus seulement appelés à apprendre, mais aussi à expérimenter, créer, innover et construire progressivement leur projet professionnel.

La rentrée scolaire 2026-2027 dessine ainsi les contours d'une école togolaise davantage tournée vers l'avenir : une école où les sciences côtoient la technologie, où les idées peuvent devenir des prototypes, où les métiers sont découverts plus tôt et où les parcours peuvent évoluer au gré des compétences et des projets. Avec les établissements scientifiques d'excellence, l'ENP, les fablabs éducatifs, les classes-métiers, les sept CRIT, la passerelle entre filières et la réforme de la formation des enseignants et formateurs, l'ambition affichée est de donner à la jeunesse togolaise les moyens de mieux apprendre aujourd'hui pour mieux inventer, travailler et entreprendre demain.

El hadj Tchaboré

Rentrée scolaire 2026-2027

LE DISPOSITIF « RENTRÉE SCOLAIRE SÛRE » RECONDUIT

Rentrée scolaire 2026-2027

Le dispositif « Rentrée scolaire sûre » reconduit

À quelques jours de la rentrée scolaire 2026-2027, prévue le lundi 14 septembre, le gouvernement togolais annonce la reconduction de l'opération « Rentrée scolaire sûre », une initiative destinée à garantir aux élèves, aux enseignants et à l'ensemble de la communauté éducative un environnement sécurisé et propice aux apprentissages.

Après une première édition lancée lors de la rentrée 2025-2026, le dispositif sera renforcé cette année. Les forces de sécurité seront mobilisées de manière coordonnée autour des établissements scolaires et des principaux points de rassemblement. L'objectif est notamment de renforcer la surveillance des zones à risque



et des axes routiers très fréquentés, de réguler la circulation afin de réduire les embouteillages et les accidents, mais également de prévenir la petite délinquance et les actes de nuisance aux abords des écoles.

Le dispositif prévoit également des actions de sensibilisation à

l'endroit des élèves, parents, conducteurs et riverains sur les bonnes pratiques de sécurité. Une attention particulière sera accordée à la prévention des violences, incivilités, agressions, attroupements et autres

risques susceptibles de perturber la vie scolaire.

Pour cette nouvelle édition, les autorités locales seront davantage impliquées. Le gouvernement entend également renforcer la prévention concernant la circulation et la consommation de stupéfiants aux abords des établissements

scolaires. La question de l'usage du numérique fera aussi partie des actions de sensibilisation, notamment en ce qui concerne le respect de la réglementation nationale relative à l'utilisation du téléphone

dans l'enceinte des établissements scolaires.

La réussite de cette opération repose sur une collaboration étroite entre les forces de sécurité, les acteurs de l'éducation, les services de santé ainsi que les autorités locales et administratives. Cette approche

visait à tirer les enseignements de la précédente édition et à adapter le dispositif aux différents risques pouvant affecter la rentrée scolaire.

Dans un communiqué publié à cet effet, le vendredi 11 Septembre 2026, le gouvernement Togolais appelle ainsi l'ensemble des acteurs concernés à faire preuve de vigilance, de responsabilité et de civisme afin de contribuer à une rentrée scolaire sûre et sereine. En cas d'urgence, les populations peuvent contacter le 1014, numéro du Centre national de commandement unifié, le 118 pour les sapeurs-pompiers et le 170 pour l'Agence nationale de la protection civile.

À travers cette opération, les autorités veulent créer les conditions d'une rentrée placée sous le signe de la sécurité, de la tranquillité et de la protection de la communauté éducative, tout en souhaitant aux élèves et aux enseignants une excellente année scolaire 2026-2027.

La rédaction

Le Messenger

Togo-éducation

150 000 KITS POUR MAINTENIR LES FILLES À L'ÉCOLE

À l'orée de la rentrée scolaire 2026-2027, le Togo renforce son engagement en faveur de la scolarisation et du maintien des filles à l'école. À Blitta Gare, le mercredi 9 septembre 2026, le gouvernement a donné le coup d'envoi de la deuxième édition de la campagne nationale de distribution de kits scolaires au profit de plus de 150 000 filles du primaire, des collèges et des lycées publics issus des localités les plus vulnérables du pays. Une initiative qui traduit la volonté du Président du Conseil, Faure Gnassingbé,



de faire de l'éducation des filles un levier majeur de transformation sociale et de développement du capital humain. Présidée, au nom du Président du Conseil, par la ministre, Secrétaire générale de la Présidence du Conseil et Gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, Dr Sandra Ablamba Johnson, la cérémonie de lancement a réuni plusieurs membres du gouvernement, des représentants de la Banque mondiale, ainsi que des responsables et acteurs du système éducatif. Elle marque le démarrage d'une vaste opé-

pulation (UNFPA). Le projet ambitionne de soutenir plus d'un million de filles et de femmes togolaises, en agissant notamment sur leur autonomisation économique, leur maintien dans le système éducatif et leur accès aux services de santé reproductive. L'initiative prend une dimension particulière au regard des résultats enregistrés lors de la première édition. En 2025, pas moins de 101 334 élèves filles réparties dans 782 localités avaient bénéficié de kits scolaires. Pour l'année scolaire

été distinguées. Elles ont reçu, en plus des kits scolaires, des sacs équipés de panneaux solaires et d'une lampe d'éclairage, fabriqués au Togo. Une manière d'associer solidarité, mérite et encouragement à la réussite scolaire. Pour le gouvernement, cette action s'inscrit dans la continuité des politiques engagées ces dernières années pour rendre l'éducation plus accessible et réduire les inégalités. La gratuité des frais de scolarité dans l'enseignement primaire et secondaire publics, la gratuité des frais d'inscription aux

sés en matière d'accès et de maintien des filles dans l'éducation de base. Le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, a inscrit cette initiative dans le premier axe stratégique du secteur, consacré à l'équité d'accès à l'éducation et à la formation. Il a également salué l'engagement du Président du Conseil en faveur du développement du capital humain. « Je voudrais exprimer au nom de toute la communauté éducative notre profonde gratitude au Président du Conseil pour avoir fait du développement du

Uwanyiligira, a félicité le gouvernement pour avoir fait de cette question une priorité, tout en réaffirmant la disponibilité de l'institution à poursuivre son accompagnement. « Je voudrais féliciter le gouvernement pour avoir fait de l'éducation de la jeune fille une priorité. C'est une décision très sage. Je vous garantis que le Groupe de la Banque mondiale sera à vos côtés au cours de ce processus », a-t-elle assuré. Pour Sandra Ablamba Johnson, cette politique répond à une vision plus large portée par le Président du Conseil, celle d'une éducation conçue comme un instrument d'égalité des chances et de transformation du pays. « Lorsqu'un pays garantit à ses filles les mêmes possibilités d'apprendre, de réussir et de s'épanouir, c'est le pays tout entier qui renforce son capital humain », a-t-elle souligné.

L'action du SWEDD+ Togo ne se limite toutefois pas à la distribution de fournitures scolaires. Doté d'un financement de 62,5 millions de dollars, soit environ 37,5 milliards de FCFA, le projet approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 29 septembre 2023 comprend plusieurs autres volets. Il prévoit notamment la délivrance d'actes de naissance aux filles et femmes dépourvues de documents d'état civil, le renforcement des équipements sanitaires avec des échographes modernes et des cliniques mobiles, l'appui aux groupements agricoles féminins, ainsi que la mise en œuvre de l'« École de la chance ».

Le projet comprend également des formations professionnelles gratuites de courte durée dans des métiers tels que la couture, la coiffure, l'esthétique ou encore la broderie, destinées notamment aux jeunes filles vulnérables ou non scolarisées. L'aménagement et l'équipement des maisons de la femme viennent compléter ce dispositif en offrant des espaces d'entrepreneuriat, d'écoute et d'accompagnement.

À travers cette nouvelle campagne, le Togo entend donc transformer l'aide ponctuelle en véritable investissement dans l'avenir. Derrière chaque kit scolaire distribué se joue ainsi un enjeu plus vaste : maintenir une fille à l'école, lui permettre de poursuivre ses études, renforcer son autonomie et, à terme, accroître sa capacité à participer pleinement au développement économique et social du pays. Pour le Président du Conseil Faure Gnassingbé et son gouvernement, l'éducation des filles apparaît désormais comme l'un des piliers essentiels de la construction d'un capital humain plus solide et d'une société davantage fondée sur l'égalité des chances.

LM



ration qui permettra de distribuer plus de 150 000 kits scolaires dans quelque 1 500 localités sélectionnées selon des critères de vulnérabilité multidimensionnelle. Cette nouvelle campagne s'inscrit dans le cadre du Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique en Afrique Subsaharienne plus (SWEDD+ Togo), mis en œuvre avec l'appui financier de la Banque mondiale et l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la Po-

2026-2027, le dispositif change d'échelle avec plus de 150 000 bénéficiaires et une couverture portée à 1 500 localités. Une progression qui traduit l'ambition des pouvoirs publics de toucher davantage de jeunes filles confrontées aux difficultés économiques susceptibles de compromettre leur parcours scolaire. Au-delà de l'appui matériel, cette campagne entend également promouvoir l'excellence. Les meilleures filles au CEPD, au BEPC et au BAC 1 dans les cantons bénéficiaires ont ainsi

examens scolaires, les cantines scolaires, l'assurance maladie des élèves à travers School AMU ou encore la construction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires constituent autant de mesures mises en avant pour renforcer l'accès à l'éducation. Ces efforts ont notamment contribué à réduire les disparités entre filles et garçons. Selon les données présentées lors de la cérémonie, le taux net de scolarisation des filles au primaire atteint désormais

capital humain et l'éducation de la jeunesse et de la protection des plus vulnérables le socle de sa vision pour le Togo », a-t-il déclaré, avant de résumer l'enjeu de cette politique : « un enfant inscrit doit pouvoir apprendre. Une fille qui apprend doit pouvoir progresser. Et une fille qui progresse doit pouvoir réussir ». Du côté de la Banque mondiale, l'engagement du Togo en faveur de l'éducation des filles a également été salué. Sa représentante, Marie-Chantal

Recettes fiscales

L’OTR FRANCHIT LA BARRE DES 507 MILLIARDS FCFA AU PREMIER SEMESTRE 2026

La mobilisation des ressources internes se poursuit à un rythme soutenu au Togo. Au terme du premier semestre 2026, l’Office Togolais des Recettes (OTR) a collecté 507,82 milliards de FCFA de recettes fiscales, contre 444,11 milliards de FCFA à la même période en 2025. Cette progression de 14,3 % en un an traduit une nouvelle amélioration des performances de l’administration fiscale et douanière. Selon les données de la Direction générale du budget et des finances contenues dans le rapport d’exécution du budget de l’État à fin juin 2026, cette hausse s’inscrit dans la dynamique engagée par les pouvoirs publics pour renforcer la mobilisation des ressources nationales. L’objectif est notamment de disposer de marges financières suffisantes pour assurer le financement des priorités de l’État et soutenir la mise en œuvre des politiques publiques. La performance enregistrée au cours des six premiers mois de l’année repose sur les résultats des deux principales régies de l’OTR. Le Commissariat des impôts a ainsi mobilisé 279,07 milliards de FCFA à fin juin, soit 45,3 % de sa prévision annuelle. Par rapport aux 243,50 milliards environ enregistrés sur la même période de 2025, cette régie affiche une progression de 14,6 %. Le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) n’est pas en reste. Il a généré 228,74 milliards de FCFA de recettes au premier semestre, représentant 47,7 % de son objectif annuel. Sur un an, les recettes de cette régie connaissent une hausse de 14 %, confirmant également la tendance positive observée dans la mobilisation des ressources douanières. Pour l’ensemble de l’exercice 2026, l’OTR est appelé à mobiliser 1 338,9 milliards de FCFA de recettes. Avec les 507,82 milliards déjà collectés au 30 juin, l’Office a réalisé environ 37,9 % de sa cible annuelle. Ces résultats constituent un signal encourageant, même si l’effort devra être maintenu durant les six derniers mois de l’année pour permettre à l’administration fiscale et douanière de se rapprocher de l’objectif fixé.

Rapportée à l’activité économique, la mobilisation réalisée à fin juin porte la pression fiscale à 6,8 % du PIB, alors que la cible annuelle est fixée à 14,6 %. La poursuite des réformes, l’amélioration du civisme fiscal, la modernisation des procédures ainsi que le renforcement de l’efficacité des régies devraient ainsi demeurer au cœur des efforts engagés pour accroître durablement les recettes intérieures.

Au-delà des chiffres, cette progression de 14,3 % en glissement annuel témoigne de la volonté de renforcer progressivement l’autonomie financière de l’État par une meilleure mobilisation des ressources nationales. Le second semestre sera donc déterminant pour consolider la tendance et permettre à l’OTR de poursuivre sa contribution au financement des politiques et investissements publics inscrits dans le budget 2026.

La rédaction

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 14 AU 20 SEPT. 2026

PHARMACIE AGOE-NYIVE
Agoènyive, BP 2064
22 25 83 38

PHARMACIE AKOFA
2030, avenue maman ndanida amotivé,
BP 514
22 40 66 68

PHARMACIE ARC-EN-CIEL
Agoè-Téléssou, à 50m du Carrefour Margot
70 42 50 00

PHARMACIE AURORE
Lankouvi, non loin de l'école la Divine Providence
92531293

PHARMACIE AVE MARIA
Carrefour CHU Tokoin face station-service BP 80283
22 22 33 01

PHARMACIE AZUR
Apédokoè-Gbomamé, Rte d'Atigan-gomé en face de la station Sanol
90494456

PHARMACIE BAGUIDA
Rte baguida-dévégo, BP 60767
22 35 47 77

PHARMACIE BONTE
Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol
22 50 74 31

PHARMACIE DAFEANNE
Agoè-Sogbossito, Route reliant le contournement au Camp GP, à 3ààm de l'espace de loisir privilège plus
70776942

PHARMACIE DE LA CONFIANCE
Rue de la chance, face GTA, Agbalépédo, BP 8574
22 42 46 81

PHARMACIE DE KODJOVIAKOPE
1112, avenue de duisburg, kodjoviakopé, BP 3697
22 21 89 00

PHARMACIE DE L'AEROPORT
631, bd ; du haho, imm ; SITO, hédzranawoé, BP 3717
90 04 85 15

PHARMACIE DE LA CHARITE
Non loin de CEG agoè nyivé centre, BP 7856
22 25 12 60

PHARMACIE DE LA MAIRIE
Nyékonakpoè, en face de la mairie centrale
91032121

PHARMACIE DE LA VICTOIRE
Avédji Wéssomé, voie douane Adidogomé-carrefour Limousine (Après les rails)
70 45 74 92

PHARMACIE DES APOTRES
49 rue Mobutu séséé Seko, Akodéséwa, BP 3924
22 27 11 98

PHARMACIE DES LILAS
7 rue de kégué, en face du camp, BP 31000
22 42 29 16

PHARMACIE DES ORCHIDEES
A côté de l'hôtel LEO 2000, anomé, BP 2015

22 51 30 40

PHARMACIE ECLAIR
Rue avénou, bè ahligo, BP 81297
22 22 75 11

PHARMACIE EL NOUR
Alinka non loin du CMS Togblékopé
97799374

PHARMACIE EL-SALI
Rte Lomé-Kpalimé, Aflao Apédokoè Gbomamé, à 50 m de la quaincaillerue MACO
70 12 44 44

PHARMACIE ELEMAWUSSI
Adétikopé, Médina, Nationale N°1, avant PIA (Plateforme Industrielle)
92 34 06 80

PHARMACIE ELI-BERACA
Bd. Du 30 Août, imm ; SIKOVIC Adidogomé, 04 BP 96
99911342

PHARMACIE FIDELIA
Rue des premiers passages des bœufs, route d'Attiegou, Bè-kpota, BP 30446
22 71 95 95

PHARMACIE GANFAT
Agoè Daliko près du Carf EDEM (Camp GP)
22 55 08 15

PHARMACIE GROUPE C
Agbalépédogan, face Clinique la Victoire non loin de l'EPP Groupe C
99 98 20 87

PHARMACIE HANOUKOPE
Face Bourse du travail, BP 1091
70 49 96 63

PHARMACIE INTERNATIONALE
1180, boulevard du Haho, Angle Nord, Assi yéyé Hédzranawoé, BP 1344
22 26 89 94

PHARMACIE JAHNAP
Rue 16, Imm 337, Aflao Gagli, Djidjolé, BP 81221
22 51 22 86

PHARMACIE KLOKPE
Derrière la Foire Togo 2000
96801003

PHARMACIE KOBOYO
DAVIE, route nationale N°1 avant le péage de Tsévié en face de la station Sanol
93704812

PHARMACIE LA FLAMME
D'AMOUR
Sise à Agodékè, route d'Anèho
70 45 70 14

PHARMACIE LA PATIENCE
Djagblé à 300 mètres du CMS Ayokléfé
70052339

PHARMACIE LA RÉFÉRENCE
Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyé à côté du bar Madiba
96 80 09 96

PHARMACIE LIDDY
Agoè - Dikamé, Bernard Copé après la station CAP en face du Camp Fir
70901960

PHARMACIE LUMIERE
Rond-Point Caméléon, Cacavéli, BP 225
70 43 15 49

PHARMACIE L'AMITIE
72, avenue des hydrocarbures, entre soted et togogaz ; tokoin, BP 8648
22 21 74 47

PHARMACIE MAA'LA
Agoe Démakpoè à côte de AZ Bâtiment non loin de l'école la Référence
90106092

PHARMACIE MAWULE
Bd. De l'Oti, rue 54, Rond-Point, Bè-Gakpoto, BP 4908
22 27 11 21

PHARMACIE MAWULOM
Agoè-Nyivé quartier Athiéomé Carefour Kponsé
99349797

PHARMACIE MAWUNYO
Route de Mission Tové, Non loin de la Station OANDO Agoè Sogbossito
98 23 38 30

PHARMACIE OCEANE
Rue houlata perpendiculaire à la rue de l'Ocam, souza nétimé, BP 9214
22 22 62 77

PHARMACIE PROVIDENCE
Boulevard Jean-Paul II
91 14 88 88

PHARMACIE SAINT KISITO
Bd. De la Kara, Tokoin Doumaséssé, BP 31369
22 21 99 63

PHARMACIE SALA HOUBEIDA
Kélégougan, non loin du rond point O'QUEENS
91911535

PHARMACIE SANTE
674, rue du chemin de fer, 01 BP 1236
22 21 58 41

PHARMACIE SARAH (Adakpamé)
Adakpamé, non du centre de santé d'Adakpamé
70426902

PHARMACIE SATIS
Face CEG Koshigan, Agoè, BP 8519

23 38 26 65

PHARMACIE SHALOM
Bd. Faure Gnassigbé, Non loin de l'ancienne Direction des impôts, Agoè Cavéli
22518760

PHARMACIE SIKA
DJAGBLE, Hiheatro à 200m du complexe scolaire la Persévérance, Rte Akakpoe - Gbamakopé
92620651

PHARMACIE SOLIDARITE
Route d'avédji, Totsi, BP 8919
96 80 09 76

PHARMACIE TCHEP'SON
Face terminal du Sahel, Agoè zongo
96 90 04 64

PHARMACIE UNIVERS SANTE
Bd. GNASSIMGBE Eyadéma, Cité OUA face a l'entrée du CHU-CAMPUS
22 61 81 43

PHARMACIE ZOPOMAHE
Zopomahe, sur la route Zossimé - Zanguera à côté de la salle des témoins de Jehovah
96283410

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

AUX CÔTÉS DE L'ÉCOLE ET DE LA JEUNESSE, NOËL DE POUKN SOUTIENT LA DYNAMIQUE ENGAGÉE PAR FAURE GNASSINGBÉ

Près de 5 millions de FCFA mobilisés pour soutenir l'école et la jeunesse dans la région des Savanes. Le Sénateur Noël

accompli par les enseignants. Il leur a rendu hommage pour leur engagement aux côtés des apprenants et pour les efforts consentis afin de

dent du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ, en faveur de nos apprenants n'est plus à démontrer, c'est pourquoi, il



De Poukn a marqué une nouvelle fois son engagement en faveur du développement communautaire à travers un important don destiné aux élèves méritants, aux apprenants issus de familles démunies et à plusieurs établissements scolaires de l'OTI 1 et de l'OTI 2.

La cérémonie officielle de remise s'est tenue le vendredi 11 septembre 2026 dans la cour du lycée de BARKOISSI. Elle a réuni des représentants des établissements bénéficiaires, des enseignants, des parents et des élèves autour d'une initiative qui vise à accompagner la rentrée scolaire 2026-2027 et à créer de meilleures conditions de travail et d'apprentissage.

Trente-sept établissements scolaires, dont 20 relevant de l'OTI 1 et 17 de l'OTI 2, ont bénéficié de cet appui. Le matériel remis comprend notamment des craies blanches et de couleur, des rames, des ensembles géométriques, des stylos bleus et rouges, des cahiers de 100 et 200 pages, ainsi que des vélos pour apprenants des deux sexes.

Pour Noël De Poukn, ce geste ne se limite pas à une simple remise de fournitures. Il traduit une volonté de contribuer aux efforts en cours pour renforcer l'éducation et promouvoir l'excellence dans la région. En soutenant les élèves les plus méritants et ceux dont les familles disposent de moyens limités, l'initiative entend favoriser davantage d'équité dans l'accès aux conditions nécessaires à la réussite scolaire. Le Sénateur a saisi cette occasion pour saluer le travail



mieux les encadrer et de les préparer à devenir les cadres et acteurs du développement de demain.

Noël De Poukn a expliqué que son action s'inscrit dans une démarche de soutien aux efforts du gouvernement dans le domaine de l'éducation, sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. « Et aujourd'hui, l'engagement et la détermination du Prési-

faut que nous aussi nous le soutenions en faisant notre part. C'est ce qui justifie notre démarche », a-t-il souligné.

Mais au-delà des fournitures scolaires, le Sénateur a surtout voulu adresser un message de responsabilité à la jeunesse. Avec sa délégation, il a prodigué des conseils aux élèves de l'Oti sur l'utilisation des réseaux sociaux, les invi-



tant à éviter les usages abusifs de ces outils numériques et à privilégier leurs études. Son message à l'endroit des jeunes se veut particulièrement clair : l'avenir se construit d'abord par l'éducation et le travail. « C'est à travers vos études que vous pourriez assurer la relève de demain », a lancé Noël De

marche. Son porte-parole a salué la constance de Noël De Poukn dans son soutien aux écoles et aux élèves de la région. « Vous êtes pour la région une référence en matière de générosité et en matière de vision. Depuis plusieurs années vous ne cessez de nous venir en aide, nous et les élèves », a-t-il déclaré, avant de promettre que les enseignants feront le nécessaire pour que cet accompagnement se traduise en succès scolaires.

Acteur du développement communautaire, Noël De Poukn s'est ainsi illustré à travers plusieurs initiatives à caractère social, éducatif et humanitaire, avec une attention particulière portée aux communautés et à la jeunesse. À travers ce nouveau geste, il entend contribuer, à son niveau, à la consolidation des conditions nécessaires à la réussite des élèves et à la

Poukn aux élèves, en présence des parents et des enseignants.

Le Sénateur a également appelé les apprenants à faire bon usage du don reçu et à traduire cet accompagnement par de bons résultats scolaires. Pour lui, la réussite des élèves constituera la meilleure réponse à l'effort consenti à leur endroit.

Le corps enseignant n'est pas resté insensible à cette dé-

préparation de la relève dans les Savanes et au-delà.

L'éducation, la responsabilité et l'excellence apparaissent ainsi comme les trois principaux messages portés par cette initiative, avec l'ambition de voir les élèves bénéficiaires transformer cet appui en résultats concrets au cours de l'année scolaire 2026-2027.

Tchaboré

Togo

JEAN-PIERRE FABRE, ENTRE CONTRADICTIONS POLITIQUES ET LEÇONS D'ALTERNANCE

La dernière sortie de Jean-Pierre Fabre dans les colonnes d'Affree-Press ne manque pas de vigueur. Le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) y réclame une nouvelle fois le départ de Faure Gnassingbé, prédit la fin prochaine du pouvoir en place et affirme que l'arrêt rendu par la Cour de justice de la CEDEAO le 29 janvier 2026 constituerait une sorte de « coup de grâce » pour le régime. Mais derrière la virulence du propos, une question demeure : que reste-t-il, dans cette longue interview, d'une véritable stratégie politique et d'une vision susceptible de convaincre au-delà du cercle traditionnel de l'opposition ? À lire attentivement les déclarations de Jean-Pierre Fabre, une constante apparaît : beaucoup de certitudes, beaucoup de dénonciations, mais peu d'autocritique sur les choix politiques de l'opposition et sur les résultats concrets de sa propre stratégie. Or, en politique, les faits ont parfois la mémoire plus longue que les discours. Fabre explique notamment qu'il n'y aurait aucune contradiction entre son refus de siéger à l'Assemblée nationale et son maintien à la tête de la commune du Golfe 4. Selon lui, le Parlement serait l'endroit où aurait été « fabriquée » la Ve République, tandis que la mairie serait un espace consacré au service quotidien des populations. Cette justification peut se défendre politiquement. Elle révèle néanmoins une conception pour le moins sélective de la participation aux institutions : refuser une institution nationale au motif qu'elle serait issue d'un ordre constitutionnel contesté, tout en acceptant d'exercer pleinement une fonction publique locale organisée dans ce même ordre institutionnel. Le plus surprenant est que Jean-Pierre Fabre revendique lui-même cette apparente contradiction en expliquant qu'il ne croit pas aux « lignes tracées d'avance » et que boycott et participa-

tion ne seraient que des « instruments » choisis selon les circonstances. Mais cette souplesse revendiquée ne saurait exonérer une formation politique de rendre compte des conséquences de ses choix. Le boycott des législatives de décembre 2018 constitue précisément l'un des épisodes les plus révélateurs de cette stratégie. L'ANC et une grande partie de la coalition de l'opposition avaient choisi de ne pas participer au scrutin. Quelques mois plus tard, Jean-Pierre Fabre reconnaissait lui-même que l'objectif poursuivi par la C14 n'avait pas été atteint. La presse avait alors relevé que cette décision avait laissé l'opposition absente de l'Assemblée nationale. La contradiction apparaît encore davantage lorsque l'on observe la suite. Après le boycott de 2018, l'ANC a participé aux élections municipales de 2019, permettant notamment à Jean-Pierre Fabre d'être élu maire du Golfe 4 avec 14 voix contre 9. Puis le parti a participé à la présidentielle de 2020. En 2020, Fabre et l'ANC annonçaient d'ailleurs ne plus vouloir boycotter les prochaines élections, reconnaissant implicitement les conséquences du choix effectué deux ans auparavant. Ce parcours pose donc une question simple : si la participation à une institution issue du même système constitue une compromission lorsqu'il s'agit de l'Assemblée nationale, pourquoi ne le serait-elle plus lorsqu'il s'agit d'une mairie ? Et si le boycott est présenté comme un instrument légitime selon les circonstances, comment expliquer que ses conséquences politiques ne fassent pratiquement jamais l'objet d'une véritable autocritique ? Autre paradoxe : Jean-Pierre Fabre affirme aujourd'hui que le pouvoir est « hors droit

et sans alliés », tout en ayant lui-même participé, en 2018, au dialogue politique ouvert à Lomé avec les représentants du pouvoir, sous la facilitation de la CEDEAO. À cette époque déjà, il exigeait le départ de Faure Gnassingbé, mais il acceptait le principe d'un dialogue avec le pouvoir qu'il qualifiait pourtant de régime autocratique. Cela démontre au moins une chose : même pour celui qui se présente comme l'un des adversaires les plus constants du pouvoir, le dialogue institutionnel n'a jamais été totalement exclu. Il faut également regarder avec lucidité la question de l'assise politique. Jean-Pierre



Fabre revendique une ANC solidement implantée, avec 130 fédérations et une importante capacité de mobilisation. Mais une implantation militante ne se mesure pas uniquement au nombre de structures revendiquées. Elle se mesure aussi aux résultats électoraux, à la capacité de transformer la mobilisation en représentation politique et surtout à la capacité de convaincre au-delà du noyau traditionnel des militants. C'est précisément là que le bilan politique de l'ANC mérite d'être interrogé. Le parti a fait le choix du boycott en 2018, avant de revenir dans le jeu électoral. Il a ensuite présenté Jean-Pierre Fabre à la présidentielle de 2020. Or les résultats de cette élection ont montré les limites de la stratégie poursuivie jusque-là. Dès lors, donner aujourd'hui des leçons

d'alternance au pouvoir sans procéder à une évaluation sérieuse des erreurs accumulées par l'opposition revient à regarder uniquement la paille dans l'œil de l'adversaire.

Jean-Pierre Fabre demande aujourd'hui à Faure Gnassingbé de quitter le pouvoir et affirme qu'il y sera contraint « par le droit et par le peuple togolais ». Mais une interrogation demeure : quelle alternative concrète propose-t-il aux Togolais ? Quel projet économique, social, diplomatique, sécuritaire et institutionnel met-il sur la table ? Dans l'interview, le changement et l'alternance sont omniprésents. En revanche, les contours précis de l'après-Faure restent beaucoup moins développés.

C'est peut-être là que se trouve la principale faiblesse de cette sortie médiatique. À force de réduire le débat politique à la question du départ d'un homme, l'opposition risque de donner l'impression que son projet se résume à remplacer celui qui est au pouvoir. Or une alternance véritable ne peut pas seulement être une alternance de personnes. Elle doit être une alternance de vision, de méthode et de projet de société.

Depuis les années 1990, l'opposition togolaise a connu plusieurs occasions de transformer sa mobilisation en conquête institutionnelle. Les manifestations, les coalitions, les dialogues, les médiations internationales, les appels au boycott et les stratégies de confrontation ont rythmé la vie politique nationale. Pourtant, l'alternance tant annoncée n'est toujours pas au rendez-vous. La responsabilité de cet échec ne peut donc pas être attribuée exclusivement au pouvoir.

Il y a aussi les divisions internes, les rivalités personnelles, les querelles de leadership, les stratégies concurrentes et parfois la politique de la chaise vide. Jean-Pierre Fabre lui-même reconnaît, dans son interview, que l'opposition doit apprendre à se parler et à coordonner ses stratégies. Mais cette reconnaissance tardive soulève une autre question : pourquoi cette luci-

dité n'a-t-elle pas davantage guidé les choix de l'opposition au cours des dernières années ?

Il serait donc temps, pour une opposition qui ambitionne réellement d'exercer le pouvoir, de procéder à une véritable introspection. Le radicalisme permanent, la dénonciation systématique, les appels récurrents à la rue, les boycotts électoraux et la recherche constante de soutiens extérieurs ne sauraient constituer à eux seuls une stratégie de conquête du pouvoir.

La politique exige aussi de savoir participer, négocier, convaincre, construire des alliances et surtout proposer. Le dialogue de 2018 en est une illustration : Fabre pouvait hier s'asseoir autour d'une table avec le pouvoir sous médiation internationale pour défendre ses revendications ; il ne peut donc pas aujourd'hui présenter toute forme de dialogue institutionnel comme une compromission.

Quant à l'argument selon lequel Faure Gnassingbé devrait quitter le pouvoir parce que son opposition le réclame, il reste à confronter à la réalité du rapport de forces politiques. Une chose est de souhaiter le départ d'un dirigeant ; une autre est de disposer d'une stratégie capable de convaincre suffisamment de citoyens pour lui succéder par les voies politiques et institutionnelles.

Jean-Pierre Fabre a derrière lui plusieurs décennies d'engagement politique. Il a donc suffisamment d'expérience pour savoir qu'en politique, les slogans ne remplacent pas les résultats et que les certitudes ne remplacent pas une vision. La véritable question qui se pose aujourd'hui à lui et à l'opposition togolaise n'est peut-être plus seulement de savoir comment faire partir Faure Gnassingbé, mais de démontrer aux Togolais pourquoi ils devraient leur confier les clés du pays. Car après plus de trois décennies d'opposition, l'enjeu n'est plus seulement de dénoncer le pouvoir. Il est de convaincre que l'on ferait mieux que lui.

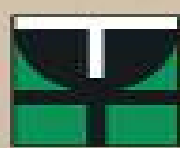
Et c'est précisément sur ce terrain que l'opposition togolaise, Jean-Pierre Fabre en tête, est désormais attendue.

La rédaction

Combattons la dégradation de nos routes en évitant de surcharger nos véhicules

SAFER





BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



TOUS À L'ÉCOLE

Donnez-leur les moyens de réaliser leurs rêves

**Réponse
Express**

*24H pour les renouvellements et
48H pour les nouveaux dossiers
(jours ouvrés)*

Remboursement
11 mois
maximum

Jusqu'à
5 mois
de salaire

